



Madame la Directrice académique,

Le groupe de travail de mercredi 13 janvier a permis de mettre au clair les barèmes des collègues aspirant à une mutation géographique, dans la transparence et l'équité, comme le revendique le SNUipp, et nous remercions les services pour ce travail réalisé dans l'intérêt des collègues qui veulent participer à la phase interdépartementale du mouvement 2016.

Seuls 45 collègues de l'Aude ont pu obtenir un autre département par la phase du mouvement interdépartemental en 2015. C'est 39,7% des demandeurs. Trop peu pour notre syndicat. Les statistiques sont encore plus décevantes au niveau national : seuls 21,67 % des enseignants aspirant à une mutation ont obtenu un de leurs vœux. Cette insatisfaction empire chaque année depuis 2011.

Même les collègues bénéficiant des 800 points de bonification au titre du handicap, ne parviennent que dans 95% des cas à obtenir un de leurs vœux en 2015 !

Ce mouvement interdépartemental génère tellement d'insatisfactions que le Ministère, chaque année et grâce à l'action du SNUipp national, revoit la situation de plusieurs dizaines de collègues. L'an dernier, suite à la réunion à la DGRH du ministère du 23 avril 2015, la révision de la situation de 158 collègues a été possible dans le cadre d'un mouvement complémentaire piloté nationalement. Cette réunion d'urgence, qui se répète maintenant chaque année, montre l'incapacité du Ministère à gérer les permutations avec les règles actuelles, à gérer les promesses de 2006 pour améliorer la mobilité. Qu'attend-on pour revoir ces règles en profondeur ? Et surtout dans l'intérêt des personnels ?

Encore une fois, de trop nombreux enseignants vont se voir contraints à des choix difficiles entre leurs aspirations professionnelles et leur situation familiale. La mise en disponibilité ou le mi-temps annualisé provoquent une perte de salaire et un ralentissement de carrière. Le SNUipp-FSU 11 revendique que tout collègue puisse obtenir le département souhaité et concilier vie familiale et vie professionnelle.

C'est pourquoi nous renouvelons notre demande d'une phase d'ineat/exeat réalisée dans l'intérêt des collègues. Certains vont encore être écartés d'un ineat dans l'Aude à cause des dates limites administratives d'exeat de leur département, alors que leur barème leur permettrait d'obtenir l'Aude. Les mêmes contraintes écartent des mutations des collègues à fort barème qui veulent quitter l'Aude.

Concernant les postes adaptés, nous notons, comme chaque année, que leur nombre est insuffisant.

Par ailleurs : entre fierté de leur métier et stress, entre motivation et sentiment d'impuissance, entre déception et colère, le cœur professionnel des enseignants du primaire est actuellement ballotté et demande clairement à être regonflé.

À quelques encablures de la fin du quinquennat qui affichait la priorité au primaire, le regard porté aujourd'hui par les enseignants sur leur métier à travers l'enquête menée à l'initiative du SNUipp-FSU par l'institut *Harris interactive* reste sévère : seuls 42% sont satisfaits de leur situation professionnelle et 88% estiment que leur profession s'est dégradée au cours des dernières années.

En fait, le fossé se creuse entre de réelles motivations tournées vers l'élève (réussite des élèves, transmission des savoirs, pédagogie, travail en équipe) et des fortes insatisfactions envers un métier jugé à « bout de souffle » : 83% d'insatisfaction sur les salaires, 91% sur la formation, 80% sur le temps et la charge de travail, 88% sur les tâches administratives.

Alors que le ministère empile les annonces (nouveaux programmes, nouvelles évaluations, nouveaux cycles...), les enseignants se retrouvent trop souvent seuls et manquent de moyens, face à des défis toujours plus complexes : élèves en difficulté sur le plan du comportement, des apprentissages scolaires, élèves en situation de handicap, relation aux parents, injonctions...

Cette situation entraîne une dégradation des conditions de travail et une grande souffrance au travail. Le travail en équipe est empêché.

Les solutions en trompe l'œil proposées par le Ministère (APC, rythmes, multiples annonces médiatiques) pour pallier aux difficultés des élèves sont jugées inutiles et chronophages. Le SNUipp-FSU propose d'autres solutions ; du concret : RASED complets et en nombre suffisant pour couvrir les besoins du territoire, réel dispositif « Plus de maîtres que de classes », baisse des effectifs, formation continue.

En somme, pour le SNUipp-FSU, cette enquête révèle une forme de gâchis. Alors que notre pays a la chance d'avoir des enseignants du primaire fortement engagés et soucieux de leurs élèves, les actuelles conditions de travail ne leur permettent pas de mettre en œuvre ce qui serait nécessaire à la réussite de tous.

Dans ce contexte bien morose, d'austérité, de mobilité bloquée, de salaires gelés, de conditions de travail qui se dégradent (explosion du nombre d'agressions d'enseignants dans le département, lourdeur du PPMS, ...), le SNUipp-FSU appelle à la grève pour la revalorisation des salaires avec tous les agents de la fonction publique le mardi 26 janvier prochain.